

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2111

Edition du
08 février 2016

DANS CE NUMÉRO

Commerce et morale au menu du prochain scrutin fédéral (François-Xavier Viallon)

Le 28 février, la spéculation sur les denrées alimentaires pourrait être délocalisée par décision du peuple et des cantons

Demain les villes (Yvette Jaggi)

A propos d'un film sur l'avenir: le futur pourrait bien se jouer dans les villes

Avenir Suisse et la croissance (Jean-Daniel Delley)

Le PIB, un indicateur sourd et aveugle

Combattre le djihadisme avec les musulmans (Albert Tille)

Une collaboration de l'autorité publique avec les musulmans est opportune

Agressions du Nouvel An: et si on sortait de la pensée binaire? (Invitée: Sylvie Arsever)

Le féminisme n'a pas à être écartelé entre islamophobie et antiracisme

La mode a toute sa place dans l'Histoire (Pierre Jeanneret)

Modes et costumes au fil du temps, Revue historique vaudoise 123/2015, Editions Antipodes, Lausanne 2015

Commerce et morale au menu du prochain scrutin fédéral

Le 28 février, la spéculation sur les denrées alimentaires pourrait être délocalisée par décision du peuple et des cantons

François-Xavier Viallon - 06 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28885>

L'initiative de la Jeunesse socialiste [«Pas de spéculation alimentaire»](#) vise à interdire le négoce de produits agricoles par des investisseurs institutionnels hors du marché des contrats à terme.

Elle s'inscrit dans une volonté de réglementer ce qui est devenu un véritable casino ([DP 1868](#)), soit une financiarisation de la production alimentaire dont les gagnants et perdants ne semblent pas toujours clairement identifiés.

La part explicative du négoce sur le prix des produits agricoles a fait l'objet de nombreuses recherches dont les résultats s'éparpillent sur un spectre allant d'un [effet quasi nul](#) selon le *Commodity Club Switzerland* à des [effets indiscutables](#) selon un site Internet qui s'intéresse aux questions d'économie mondiale, d'écologie et de développement. Afin d'éviter de rentrer dans un débat d'experts ne pouvant tout au plus montrer qu'une corrélation entre spéculation et prix des denrées, on se contentera du fait que les bénéfices du négoce doivent au final bien être payés par quelqu'un. Et comme le fait remarquer [Samuel Bendahan](#), «*si des gens spéculent dans ce domaine, c'est parce que c'est rentable*».

Le paradoxe de l'initiative tient à sa répercussion probablement insignifiante sur le prix des denrées et ainsi sur les bénéficiaires de la mesure. Comme le souligne le Conseil fédéral dans son [Message](#), l'adoption de l'initiative provoquerait avant tout une délocalisation des activités des sociétés de négoce, auxquelles sont liés environ 8'000 emplois pour l'ensemble des matières premières à [Genève](#), et donc une baisse des rentrées fiscales pour certains cantons et la Suisse: le secteur représente [près de 4%](#) du produit national. Un [argument](#) connexe avancé est la réduction de l'attractivité de la place économique suisse.

En plus de la spéculation, l'[Onu](#) souligne également l'importance d'autres facteurs exerçant une pression sur les prix et empêchant ainsi de subvenir aux besoins alimentaires du monde: il s'agit de l'augmentation de la population, de la production d'agrocarburants et plus généralement des acquisitions de terres à large échelle, de l'augmentation de la quantité de viande consommée et du changement climatique.

Les agriculteurs suisses resteraient relativement épargnés quoiqu'il adviendrait. En effet, selon l'Union suisse des paysans, ils vendent généralement leurs produits

directement à des grossistes dans le cadre de contrats à terme négociés par branche et bénéficient de [prélèvements compensatoires à l'importation \(DP 1868\)](#). D'où l'engagement marginal des [groupes d'intérêts](#) représentant les paysans.

Indépendamment de l'issue du scrutin, la réglementation dans le domaine est appelée à changer: l'autorité européenne des marchés financiers, après presque deux ans de [négociations ardues](#) avec les *lobbies* financiers, impose aux Etats membres de mettre en œuvre [120 pages](#) de normes techniques dans leur législation nationale d'ici juillet 2016. Outre un *reporting* massif exigé des investisseurs, celles-ci prévoient entre autres de limiter la détention de contrats à terme par investisseur à 35% (!) d'un marché, instaurant ainsi un semblant de frein aux positions monopolistiques.

En Suisse, la révision de la [loi sur l'infrastructure des marchés financiers](#) votée par les Chambres en juin 2015 a introduit la possibilité de fixer des limites de position afin de satisfaire aux exigences européennes, permettant ainsi de conserver un accès au marché financier du continent.

Pourtant, plusieurs investisseurs n'ont pas attendu

l'intervention publique pour prendre les devants: plusieurs [organismes financiers allemands](#) sous le feu de la critique, mais également [Credit Suisse](#), se sont retirés du marché des denrées alimentaires ces dernières années.

Le problème de l'alimentation dans le monde est de plus en plus important. Nous voulons le

résoudre, mais y contribuons en même temps - notamment par nos deuxième et troisième piliers. Il n'existe pas d'autorité centrale permettant de s'attaquer au problème à l'échelle (mondiale) à laquelle il se pose. Et nous sous-estimons les conséquences futures d'une absence d'intervention aujourd'hui.

Le fait que les denrées alimentaires ne sont pas des biens comme les autres - «*on ne joue pas avec la nourriture*» - pose une obligation morale de soutenir l'initiative lors du scrutin du 28 février. Car si elle n'est pas capable de résoudre pour le monde entier le problème de la spéculation sur la nourriture, elle n'engendrera pas non plus la fin de la place financière suisse.

Demain les villes

A propos d'un film sur l'avenir: le futur pourrait bien se jouer dans les villes

Yvette Jaggi - 08 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28889>

Présenté en décembre dernier en vue de la conférence climatique Cop21, le film [Demain](#) aura fait, un mois plus tard, figure d'antidote au Forum de Davos.

L'initiative individuelle et l'action de proximité au lieu de discours sur l'état du vaste monde. La démarche locale *bottom-up* contre l'injonction *top-down*. L'engagement personnel et l'émotion du public plutôt que la prétendue rationalité des affirmations des leaders, qu'ils dirigent des administrations ou des entreprises.

Ou encore, traduit en langage institutionnel, la démocratie directe préférée à la délégation du pouvoir aux élus, parlementaires et gouvernants, suspects d'ignorer les réalités vécues par la population.

Dans cette option en faveur d'une intervention au niveau local faite dans une perspective d'amélioration globale et durable, il y a non seulement un grand écart d'échelles, dans l'espace comme dans le temps. Il y a aussi quelque chose de naïf, de pathétique, aux limites du dérisoire.

Mais peu importe. L'essentiel est ailleurs: les initiatives écologiques et citoyennes qui préparent activement la société future dans le documentaire intitulé *Demain*, cosigné par l'actrice-réalisatrice Mélanie Laurent et le militant Cyril Dion, exercent sur les spectateurs un effet inspirant, motivant, rafraîchissant. Ils ne sortent pas tous de la salle personnellement engagés, mais la plupart d'entre eux applaudissent le message d'espoir délivré par ceux qui

ont surmonté le sentiment d'impuissance.

Les militants de la planète locale que présente *Demain* s'épargnent les grandes discussions sur les ambiguïtés du progrès et font grâce au public du débat sur la décroissance.

Ils ont juste des certitudes, prises et proclamées comme des évidences avec, en tête des affirmations récurrentes, une phrase scandée avec la plus tranquille des forces: «*Le nucléaire, c'est le passé*». Au reste, la volonté de faire autrement s'impose, nourrie par la conviction qu'une pratique alternative est à la fois indispensable pour résister au désastre planétaire qui se profile à l'horizon des prochaines décennies, possible dans le petit univers personnel

de tout un chacun et motivante pour les imitateurs potentiels de l'exemple donné.

En effet, au fil des projections, *Demain* se hisse au niveau d'un [phénomène de société](#). Une sorte de contagion positive affecte les publics les plus réceptifs, qui semblent s'accommoder sans peine des inégalités de contenu. Or, sur les cinq thèmes abordés, seuls les deux premiers, concernant l'agriculture urbaine et l'énergie, se défendent relativement bien; beaucoup mieux en tout cas que l'économie avec ses monnaies complémentaires, la démocratie locale illustrée en vitesse ou l'école à la finlandaise, réputée championne mondiale pour ses performances.

Le rôle des villes

Les spectateurs ne semblent pas davantage se formaliser de la relative ignorance dans laquelle *Demain* tient les institutions et les politiques publiques locales, tout en soutenant que la société future se prépare à sa base.

Or les villes, grandes ou moyennes, et même les métropoles, sont sans conteste des lieux d'innovations sociales, de découvertes écologiques et d'initiatives citoyennes. Les villes ont la taille et se donnent souvent les

moyens d'expérimenter sur le terrain des avancées que l'échelle nationale ne permet pas de concrétiser.

D'ailleurs, les exemples cités dans le film se situent bel et bien dans des villes, dont on donne le nom, mais sauf exception pas la situation politique ni le contexte socio-économique.

L'omission des villes. C'est ici que *Demain* et Davos se rejoignent. Le film par en bas, le Forum par en haut. Le premier pratique la non-reconnaissance du rôle décisif des villes dans la réalisation de projets d'avenir. Le second persiste à les ignorer et demeure attaché à la présence exclusive des Etats - certes constitués, mais souvent dotés de structures incertaines - et des groupes économiques qui poursuivent des intérêts particuliers.

Et pourtant, des signes apparaissent. Au lendemain du Forum 2016, le géopoliticien [Jean-Marie Guéhenno](#), président de l'[International Crisis Group](#), observait que, dans un monde à réorganiser, «*les villes apparaissent comme un bon niveau de responsabilité et d'efficacité*» contrastant avec la crise de légitimité des Etats et des organisations internationales dont ils sont membres. Nombre de structures urbaines ont su développer des avantages

comparatifs qui accroissent leur attractivité et deviennent «*sources de développement, de fierté, de sécurité aussi*».

Précisons quand même que la réalisation de cette vision optimiste postule l'action conjuguée d'autorités entreprenantes et de communautés mobilisées. C'est dans cet esprit que [24 Heures](#) invite les candidats des villes vaudoises aux prochaines élections communales à voir *Demain*, histoire d'y trouver le souffle qui peut manquer aux purs gestionnaires.

Tout le monde étant perfectible, l'on peut même oser ce pari: au prochain Forum économique mondial de Davos se retrouveront, invités ès qualité, nombre de maires de villes préparatrices d'avenir. La liste des participants au [Sommet des élus locaux pour le climat](#), réuni dans le cadre de Cop21, fournira une bonne base.

D'autres noms s'y ajouteront. Et beaucoup de villes - telles Barcelone, Copenhague, Curitiba, Medellín, Reykjavík, San Francisco, Séoul ou Shenzhen - pourraient venir à Davos pour y donner l'écho des réalités urbaines, moins aléatoires et plus inspirantes que les incertitudes géopolitiques ou les acrobaties financières. Bienvenue à l'espoir.

Avenir Suisse et la croissance

Le PIB, un indicateur sourd et aveugle

Jean-Daniel Delley - 30 janvier 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28866>

Alerte! La croissance, panacée de toutes nos sociétés contemporaines, se heurte à un scepticisme croissant. [Avenir Suisse](#), la boîte à idées des milieux économiques, monte au front pour tenter de justifier la nécessité d'une croissance continue. L'exercice est loin d'être convaincant.

Avenir Suisse s'inquiète. Aux détracteurs habituels de la croissance, les «*fondamentalistes écologistes et de gauche*», se joignent maintenant de plus larges milieux qui semblent fatigués de la course au bien-être matériel.

Grave erreur, nous avertit Avenir Suisse, car les grands objectifs de nos sociétés - lutte contre la pauvreté, progrès scientifique et technique, pérennité de la sécurité sociale, maintien de la qualité de vie - nécessitent une croissance.

Certes on ne peut ignorer les effets négatifs de la croissance - les changements structurels qui désécurisent les individus, les atteintes à l'environnement. Mais en organisant mieux la croissance, il doit être possible d'en réduire les impacts indésirables et d'en accroître les retombées positives.

Et finalement la croissance n'est-elle pas «*un phénomène naturel, une constante*

anthropologique qui trouve son origine dans la recherche constante par les hommes de la nouveauté et de l'amélioration de la qualité de vie»?

Cette croissance prétendument indispensable, comment est-elle appréhendée? Par l'évolution du produit intérieur brut (PIB), à savoir l'accroissement des biens et services monétarisés. Pour Avenir Suisse, le PIB reste le meilleur outil pour mesurer la croissance.

Pourtant le taux de croissance ne dit plus grand-chose sur l'amélioration des conditions de vie. Certes, au cours des Trente Glorieuses, une croissance économique soutenue s'est accompagnée du plein emploi et d'un large accès à la consommation de masse. Mais dès les années 1970, la croissance ne tient plus ses promesses. Les inégalités de revenu augmentent tout comme les atteintes à l'environnement.

Or sur ces sujets, le PIB reste muet. Tout comme il ignore les activités bénévoles et les services que nous rend gratuitement la nature, indispensables à notre bien-être. Pire, le PIB comptabilise positivement des activités qui péjorent nos conditions de vie. Ainsi la pollution accidentelle d'un cours d'eau ne diminue en rien le PIB quand bien même

elle porte atteinte à notre cadre de vie. Bien au contraire, les travaux pour la combattre le font croître. Par ailleurs le PIB ne dit rien de la qualité des biens et services produits. L'augmentation de leur valeur monétaire n'implique pas automatiquement une amélioration de notre bien-être.

Pourtant la croissance est une nécessité pour combattre le chômage, lutter contre la pauvreté, financer la sécurité sociale et maintenir notre qualité de vie, rétorque Avenir Suisse.

En Suisse, le PIB a crû de 1,6% par an en moyenne depuis 1970. Dans le même temps, le taux de chômage est passé de 0,1 à 3,7%. En période de très bonne conjoncture, l'emploi progresse beaucoup plus faiblement que le chômage en cas de récession. C'est plutôt du côté des gains de productivité qu'il faudrait chercher une solution durable au chômage: plus de production et de consommation pour plus d'emplois ou une même production avec moins d'heures de travail pour plus d'emplois?

La croissance pour éradiquer la pauvreté? Les pays à forte croissance ont certes pu améliorer le niveau de vie moyen de leur population. Mais cette croissance à base de

monocultures et de pillage des matières premières a aussi maintenu une frange de la population dans la pauvreté. La richesse globale d'un pays n'implique pas de manière mécanique le bien-être de ses habitants. Brandir la contrainte de la croissance permet d'éviter de débattre de la redistribution équitable des richesses. Avenir Suisse ne s'en cache pas et appelle à l'augmentation du gâteau plutôt que de se plaindre de la distribution inégale des parts de ce gâteau.

La croissance pour assurer le financement de la prévoyance vieillesse? Les prévisions démographiques annoncent, il est vrai, une détérioration du ratio actifs/non actifs. Mais on peut imaginer d'autres sources de financement que des prélèvements accrus sur les salaires. Par exemple par le

biais de la fiscalité, notamment la taxation des successions qui répugne tant à ces esprits libéraux, quand bien même elle exprime parfaitement l'exigence d'égalité des chances et à la primauté du mérite prônées par le libéralisme.

Pour creuser le sujet:

- Jean Gadrey, [Adieu à la croissance](#), Les Petits Matins, 2013
- Urs P. Gasche, Hanspeter Guggenbühl, [Schluss mit dem Wachstumswahn](#), Rüegger Verlag, 2010

On peut continuer l'énumération. Il n'existe pas de corrélation entre le niveau des dépenses de santé et l'espérance de vie. Pas plus qu'entre le [niveau du PIB et la qualité de vie](#) dès lors que le revenu moyen annuel dépasse

15'000 dollars. Aux Etats-Unis, [l'indicateur de santé sociale](#) - mortalité infantile, espérance de vie des plus de 65 ans, chômage, salaire moyen et douze autres variables - ne cesse de se détériorer depuis 1970, alors même que le PIB augmente régulièrement.

Avenir Suisse concède que la croissance peut générer des effets négatifs qu'il est possible de minimiser par une meilleure organisation. Mais elle reste muette lorsqu'il s'agit de montrer concrètement comment discipliner cette croissance.

Et conclut sur des revendications - flexibilisation du marché du travail, climat fiscal acceptable, stimulation de la concurrence et abrogation des réglementations trop nombreuses - qui toutes doivent doper la croissance.

Combattre le djihadisme avec les musulmans

Une collaboration de l'autorité publique avec les musulmans est opportune

Albert Tille - 01 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28872>

La Suisse n'a pas connu d'attentats terroristes islamistes. Mais elle n'est pas totalement à l'abri. Plusieurs dizaines de musulmans ont rejoint Daech. Bien qu'ils ne représentent qu'une infime minorité des 450'000 musulmans suisses, les radicalisés constituent un danger potentiel.

Le [Conseil fédéral](#) prend des mesures de protection et renforce les effectifs de lutte contre le terrorisme. Le [Parlement](#) adopte une nouvelle loi sur le renseignement. Combattue par référendum, elle sera soumise au peuple à l'automne ([DP 2105](#)).

La Suisse se protège aussi contre la radicalisation des

musulmans en prison. Ils sont exceptionnellement nombreux en Suisse romande puisqu'ils représentent 53% des détenus de la prison de Champ-Dollon et 39% de ceux des Etablissements de la Plaine de l'Orbe. Un [cours de sensibilisation](#) est organisé cette année à l'intention du personnel pénitentiaire.

L'univers carcéral attise la religiosité, comme l'atteste une [étude](#) du Fonds national. Un encadrement par des aumôniers s'avère indispensable pour éviter des endoctrinements extrémistes. Mais, aujourd'hui encore, les aumôniers musulmans ont un accès aux prisons moins facile que les catholiques ou les protestants ([DP 1900](#)).

On connaît également des cas de radicalisation en mosquée, par exemple au [Petit-Saconnex](#) ou à [Winterthur](#). Mais, selon [Miryam Eser Davolio](#), enseignante au département de travail social de la Haute école spécialisée de Zurich, les mosquées jouent plutôt le rôle d'institutions préventives.

Une collaboration de l'autorité publique avec les musulmans est donc opportune. La relation entre l'Etat et les communautés religieuses étant de compétence cantonale, il y a 26 régimes différents décrits dans une [étude](#) commandée par la Commission fédérale contre le racisme.

La Constitution vaudoise de 2003 ([DP 2065](#)) accorde le [statut privilégié](#) d'institution de

droit public aux Eglises protestantes et catholiques, accompagné d'un financement puisé dans les caisses de l'Etat. La communauté israélite est simplement reconnue comme institution d'utilité publique. Les associations musulmanes pourront accéder au même statut si elles en font la demande. Elles pourront ainsi avoir notamment un accès plus facile aux hôpitaux et aux prisons pour accompagner leurs membres.

Mais, pour être reconnues, elles doivent faire la preuve de leur caractère «[helvético-compatible](#)». En clair, il leur incombe de démontrer qu'elles peuvent s'intégrer à la communauté en répondant aux exigences assez strictes de la loi. L'[Union vaudoise des associations musulmanes](#) hésite encore à faire le pas.

A Genève, la [Constitution](#) de 2012 confirme la laïcité de l'Etat qui observe la neutralité religieuse et ne finance aucune activité culturelle des communautés religieuses, avec lesquelles les autorités entretiennent néanmoins des relations suivies. La [loi d'application](#) présentée en

novembre 2015 par le gouvernement précise la nature de ces relations. Conformément à la neutralité religieuse, les communautés musulmanes qui respectent les valeurs fondamentales auront les mêmes droits que les autres Eglises. Elles pourront donc demander au fisc cantonal de prélever pour elles une contribution religieuse. Comme celle en vigueur actuellement, ladite contribution ne sera pas obligatoire pour les fidèles.

Cette disposition permettra un financement transparent des mosquées en lieu et place d'une contribution étrangère, notamment saoudienne. La gauche de la gauche refuse formellement que l'Etat devienne percepteur pour mieux contrôler les mosquées. Le Parlement genevois doit encore se prononcer.

La comparaison entre les modèles vaudois et genevois est intéressante. La très laïque Genève se montre ainsi plus ouverte à l'égard des musulmans que le canton de Vaud, qui n'a pas su complètement rompre les anciens liens entre l'Eglise et l'Etat.

Agressions du Nouvel An: et si on sortait de la pensée binaire?

Le féminisme n'a pas à être écartelé entre islamophobie et antiracisme

Invitée: Sylvie Arsever - 28 janvier 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28858>

Le débat autour des agressions sexuelles imposées à des

centaines de femmes allemandes pendant la nuit de

la Saint-Sylvestre bouscule les valeurs de gauche et divise la

famille féministe.

Dieu sait (si l'on ose le convoquer dans ce débat malaisé) que ce n'est pas la première question liée aux migrations en provenance du monde musulman à troubler ainsi la mare politique.

Mais le plus frappant dans cette affaire est ailleurs. Il consacre avec une force inédite l'incapacité croissante, dans le débat médiatico-politique, de penser deux choses à la fois et d'en nuancer une par la prise en considération de l'autre. Des conjonctions ordinaires comme «*et*» ou «*mais*» paraissent tombées hors d'usage tandis que tout s'ordonne autour de l'opposition: soit – soit.

Le comportement des agresseurs, ainsi, ne peut avoir qu'une cause. Soit il faut le rapporter au machisme ordinaire, seule l'origine de leurs auteurs présumés expliquant une émotion dont le public est bien avare face au harcèlement autochtone. Soit il est avant tout culturel, voire religieux.

Ceci posé, beaucoup d'autres choses se simplifient. Comme les questions humanitaires et politiques complexes soulevées par les cohortes de désespérés qui continuent malgré l'hiver d'affluer à travers les Balkans. Soit elles sont composées de réfugiés face auxquels la solidarité s'impose, soit elles sont la vague jusqu'ici la plus importante d'une invasion intéressée qu'il importe de stopper au plus tôt.

La première alternative permet

de résoudre la seconde selon une formule quasi mathématique que l'on pourrait poser ainsi: machisme ordinaire = réfugiés; machisme culturel = envahisseurs. Dans le premier cas, Angela Merkel a eu raison d'ouvrir les portes. Dans le second, elle a eu tort.

Trop naïf pour être honnête

Face à cette séduisante simplicité, on a presque scrupule à rappeler que l'Allemagne a accueilli l'an passé près d'un million de migrants et que les débordements vraisemblablement attribuables à quelques centaines d'entre eux ne disent pas grand-chose sur les dispositions et les capacités d'intégration des autres.

On ose encore moins suggérer qu'attendre de tous les déplacés sans exception qu'ils se comportent parfaitement dès le premier jour de leur arrivée ne tient pas tant de la naïveté que de la mauvaise foi la plus crasse. Ne serait-ce que pour de simples raisons statistiques, un million de personnes en plus, cela implique plus de délits, voire de crimes, comme cela implique plus de maladies, plus d'enfants à scolariser, plus de travailleurs, plus de compétences, plus d'idées et, allons-y, plus de kamikazes en puissance.

Irons-nous encore jusqu'à insinuer que la violence machiste est commune aux sociétés patriarcales, mais inégalement répartie entre

différents groupes humains placés dans des circonstances dissemblables?

Peu de femmes, où qu'elles vivent et quelque religion ou athéisme que professe leur entourage, peuvent se vanter de n'avoir à aucun moment senti une main sonder leur anatomie dans un tram ou un métro bondé, ou, adolescentes, été pressées dans un coin par un oncle aviné ou le père éméché d'une copine. Aucune, certainement, n'a entièrement échappé à ces agressions plus sournaises que sont les commentaires salaces, les insultes plus ou moins déguisées ou les blagues douteuses. Et beaucoup ont subi pire: violences physiques, chantage sexuel, viol, meurtre.

Le risque, toutefois, n'est pas exactement le même partout. Il existe des contextes sociologiques plus ou moins favorables à la violence machiste. Les bandes de jeunes hommes, ainsi, ont une propension reconnue des criminologues à affirmer leur solidarité par la contrainte sexuelle et le viol, qu'elles se réunissent dans le cadre d'un club de sport, d'un campus américain, d'une association de motards ou d'une armée djihadiste.

Dans le monde musulman, des pays comme l'Arabie Saoudite pratiquent une forme institutionnalisée de violence machiste en privant les femmes d'image et d'accès à l'espace public. Cette ségrégation, activement promue dans la région à coup de pétrodollars,

débouche, comme l'a montré la féministe égyptienne [Mona Eltahawy](#), sur une obsession sexuelle généralisée de nature à favoriser les formes d'agression que l'Allemagne a découvertes la nuit de la Saint-Sylvestre.

Ces dernières sont devenues en Egypte un fléau régulièrement dénoncé, contrecoup peut-être de l'affrontement aigu que connaît la région entre tentations mondialisées et régression islamiste. Mais elles expriment avant tout un rapport de pouvoir. Comme les hommes de toutes religions et de toutes cultures qui exploitent les migrantes sur la route de l'exil, les agresseurs égyptiens savent qu'ils auraient tort de se priver: l'impunité leur est garantie et les victimes qui osent se plaindre s'exposent au viol supplémentaire d'un examen de virginité.

Ces facteurs dans leur ensemble, entre organisation en bandes, rapport de force et contexte culturel, ont-ils joué un rôle dans les événements allemands? Cela tombe sous le sens. S'ensuit-il qu'Angela Merkel a eu tort d'admettre un nombre record de réfugiés? Evidemment non.

La crise de cet été était suffisamment grave pour imposer ses propres termes de réflexion. Parmi lesquels on peut citer l'impératif humanitaire, les considérations politiques et démographiques et la question, rarement développée par les opposants à tout accueil, des alternatives.

Quant aux violences sexuelles, elles n'en sont pas plus acceptables pour autant et doivent être combattues énergiquement. Deux choses doivent être rappelées à ce sujet.

Vous avez dit culture?

La première a trait au sort étrange connu depuis quelques décennies par le concept de culture. Dans un monde où «*race*» est – pour combien de temps encore? – un gros mot, on tend de plus en plus à employer celui de culture pour évoquer exactement ce que l'on entendait naguère par le premier: une tendance atavique à adopter certains comportements, un facteur entièrement prédictif et parfaitement insensible au contexte.

C'est bien sûr absurde. Les comportements humains sont influençables, notamment par le contexte. C'est justement cela qui permet aux cultures de se constituer et de se modifier constamment. Un des instruments parmi d'autres de cette influence est la répression des agissements jugés contraires aux valeurs communes.

En matière d'attentats sexuels, c'est le deuxième point, les valeurs des sociétés occidentales sont hésitantes. En Suisse, les féministes ont dû lutter pour faire admettre au début des années 1990 les «*actes analogues à l'acte sexuel*» et les «*actes d'ordre sexuel*» ([art. 189 CP](#)) à parité de gravité avec le viol

proprement dit ([art. 190 CP](#)). C'est désormais la souffrance infligée à la victime et non l'atteinte portée aux droits de son mari qui prime dans l'appréciation d'un crime puni au maximum de dix ans de prison.

Attouchements tolérés

Cette évolution a toutefois laissé de côté les humiliations sexuelles qui restent en deçà de la gravité permettant une analogie avec le viol. Les attouchements, toujours en Suisse, ne sont punis – lorsqu'ils le sont – que d'une amende ([art. 198 CP](#)). En Allemagne, ils ne sont pas pénalisés en tant que tels. Parmi les actes imposés aux victimes de la Saint-Sylvestre, une partie au moins semble comprise dans cette zone de tolérance que certains suggèrent de restreindre en recourant aux incriminations plus larges de contrainte ou de *Beleidigung* (que l'on pourrait traduire par atteinte à l'honneur).

La jurisprudence, comme les habitudes culturelles, étant susceptible d'évolutions parfois rapides, la pratique pénale pourrait changer à l'occasion des événements dont nous parlons. Est-ce souhaitable? Ce le serait certainement si cela correspondait, non à la volonté de rassurer une opinion traumatisée en frappant fort, mais à une véritable prise de conscience: le harcèlement sexuel n'est pas une gauloiserie plus ou moins sympathique. Mais une pratique d'intimidation et d'humiliation

comparable à la discrimination raciale – que le Code pénal suisse, par exemple, punit d'un maximum de trois ans de prison.

Avant le 31 décembre 2015, suggérer une telle évolution

aurait été le signe d'un féminisme enragé. Aujourd'hui? A voir.

En attendant, une dernière complexité mérite d'être signalée. Ce sont souvent les

mêmes qui s'élèvent contre l'emprise islamique en Europe et contre la gynocratie envahissante qui menace de priver les mâles autochtones du droit ancestral aux propos insultants et à la main baladeuse.

La mode a toute sa place dans l'Histoire

Modes et costumes au fil du temps, Revue historique vaudoise 123/2015, Editions Antipodes, Lausanne 2015

Pierre Jeanneret - 02 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28878>

Longtemps, le thème de la mode – considéré comme un sujet futile? – n'a pas semblé digne de l'attention des historiens. Pourtant Roland Barthes, en 1957 déjà, avait montré que la mode vestimentaire est à la fois un fait économique, culturel, anthropologique et sociologique.

C'est donc à ce sujet de la mode que le dernier numéro de la [Revue historique vaudoise](#) daté de 2015 a consacré un volume thématique. Celui-ci est en partie issu du colloque organisé en novembre 2011 par Olivier Meuwly à Yverdon-le-Bains, la ville qui par ailleurs accueille en son château le Musée suisse de la mode.

Le volume est constitué de treize contributions fort diverses, mais qui présentent entre elles une incontestable unité. On y trouvera des articles sur le vêtement liturgique en Suisse romande du Moyen Age à la Réforme,

sur le rapport entre bijou et mode (deux concepts en apparence antinomiques, l'un pérenne, l'autre éphémère), ou encore sur le vêtement comme accessoire de la cuirasse, le «*paletot d'armure*». Il faut noter le fait que dix des auteurs sont des historiennes, pionnières dans ce domaine assez nouveau de l'historiographie.

Patricia Brand s'arrête sur une manufacture de laine à Yverdon, conçue par les autorités bernoises comme un lieu d'éducation pour les enfants de bourgeois se trouvant à l'assistance publique. Une visée à la fois sociale et moralisatrice. Cette entreprise ne connut qu'une existence éphémère (1695-1708), sans doute surtout à cause de la médiocre qualité des produits finis, principalement des articles de bonneterie et des bas. Pour donner à ces derniers leurs couleurs, on utilisait la garance, le safran, la

camomille, l'indigo... Malgré son succès très relatif, cette entreprise rompait avec l'artisanat à domicile et annonçait l'industrie moderne.

On sait que le bas du Pays de Neuchâtel s'est spécialisé dans la fabrication des indiennes, pièces de coton imprimées qui connurent un extraordinaire engouement, passant de la noblesse et des gens fortunés aux milieux plus modestes. Ce qui illustre une fois de plus le phénomène selon lequel la mode, par esprit d'imitation, «*descend*» des classes aisées vers le peuple. On remarque un important progrès technique en 1780, date à laquelle le rouleau de cuivre remplace le bois pour l'impression. L'auteure, Lisa Laurenti, nous renseigne aussi sur les dessins, floraux ou de style cachemire... à la mode.

Ursula Karbacher montre, elle, les rapports étroits entre la broderie de Saint-Gall et la haute couture. La branche textile doit réinventer chaque

jour, car «une fois vu signifie déjà vu, par conséquent, déjà démodé», une formule qui semble tenir lieu d'axiome de la mode.

Particulièrement intéressante, la contribution d'Anne Philipona traite du costume folklorique. Or celui-ci, qui symbolise un passé idéalisé, n'a pas existé de toute éternité! En réalité, il a été dessiné et au fond créé entre la deuxième partie du 19e siècle - époque de l'affirmation des identités nationales - et les années 1930. Il accompagnait les fêtes et manifestations patriotiques. Ainsi, le Village suisse de l'Exposition nationale de Genève, en 1896, fut «habité» par 353 personnes vêtues du costume dit traditionnel. On apprend aussi que ce costume (sa forme, ses couleurs) a fait l'objet de débats souvent vifs. Il est donc une (re)création - certes pas totalement *ex nihilo* - liée à la ferveur patriotique.

Avant de disparaître, la maison Charles Veillon SA s'est illustrée comme pionnière de la vente par correspondance. Pascale Sahy commence par dégager les rapports entre haute couture et confection, qui en est la vulgarisation à l'intention d'un large public d'acheteurs, ou plutôt

d'acheteuses. Autre clé du succès de l'entreprise: le principe de la vente à crédit payable par mensualités. La deuxième partie de l'article rappelle, à l'aide d'illustrations, les canons esthétiques de la mode des années 1920 («*silhouette désencombrée, droite, longiligne, sans taille, aux hanches étroites et à la poitrine plate, presque adolescente*»), puis celle des années 1930, qui correspond à «*un retour à un idéal de féminité plus mûr, mais aussi plus traditionnel*». Notons au passage que c'est l'époque de la crise économique, où les femmes, les premières à perdre leur emploi, sont renvoyées à leurs tâches «*traditionnelles*» domestiques... Quant au port du pantalon par les femmes, il ne s'imposera pas sans luttes. Il fut d'abord admis comme vêtement de ski, circonscrit donc dans le domaine du sport et des loisirs.

Deux textes sont consacrés au couturier Robert Piguet (1898-1953), trop oublié aujourd'hui, un homme qui fit pourtant briller Paris, un créateur à l'égal des Chanel, Dior, Givenchy ou Patou. Tant Jean-Pierre Pastori qu'Anna-Lina Corda rendent un juste hommage, accompagné de nombreux dessins de mode, à

ce grand styliste surnommé «*le plus parisien des couturiers*», pourtant issu de l'austère bourgeoisie protestante et libérale du Nord vaudois.

Oui, la mode a pleinement sa place aux Archives, comme le montre Gilbert Coutaz. Les Archives cantonales vaudoises, dont il est le directeur, contiennent d'ailleurs des fonds d'un grand intérêt, notamment ceux de Charles Veillon SA ou de Jacqueline Jonas, connue sous le pseudonyme de Line comme dessinatrice pour la publicité de vêtements dans la presse vaudoise et suisse.

Dans sa *Postface*, Olivier Meuwly mène une réflexion de caractère plus théorique. Il revient sur la signification sociologique et psychologique de la mode. Stefan Zweig ne voyait-il pas déjà dans les contraintes vestimentaires de la Vienne de son temps - corps cachés ou dissimulés - le symbole de l'Empire austro-hongrois finissant, de son hypocrisie et de sa phobie du sexuel?

On le mesure au terme de cette lecture éclairante de la *Revue historique vaudoise*: la mode est loin d'être un thème anodin et superficiel. Elle a toute sa place dans l'Histoire.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Commerce et morale au menu du prochain scrutin fédéral

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis437.html>

<http://www.domainepublic.ch/articles/11326>

http://www.commodityclub.ch/resources/Haase%20Seiler%20Zimmermann%202015_1.pdf

http://www2.weed-online.org/uploads/evidence_on_impact_of_commodity_speculation.pdf

<http://www.24heures.ch/suisse/politique/speculer-denrees-alimentaires-nuit-agriculture-suisse/story/24167460>

https://www.admin.ch/dam/gov/fr/Dokumentation/Erlaeuterungen_des_Bundesrates/Erlaeuterungen_FR_bf.pdf.download.pdf/Erlaeuterungen_FR_bf.pdf

<http://www.whygeneva.ch/fr/negoce-et-financement-du-negoce>

<https://www.agefi.com/quotidien-agefi/forum-blogs/detail/edition/2016-01-27/article/le-texte-essentiellement-a-interdire-aux-entreprises-dinvestir-dans-des-instruments-financiers-se-rapportant-a-des-matieres-premieres-agricoles-417667.html>

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/40643.pdf>

http://www2.ohchr.org/english/issues/food/docs/Briefing_Note_02_September_2010_EN.pdf

https://www.wto.org/french/tratop_f/scm_f/subs_f.htm

<http://www.domainepublic.ch/articles/11326>

<http://www.uniterre.ch/index.php/fr/communiqués/739-140-000-signatures-contre-la-speculation-sur-les-denrees-alimentaires>

<https://www.oxfam.de/system/files/20150713-schlupfloecher-im-kleingedruckten-oxfam-hintergrund-mifid.pdf>

https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/library/2015-1858_-_final_report_-_draft_implementing_technical_standards_under_mifid_ii.pdf

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20141779/index.html#id-3-2>

<http://www.fr-online.de/commerzbank/spekulation-mit-nahrungsmitteln-unappetitliches-geschaef,1473666,16847752.html>

http://spekulationsstopp.ch/wp-content/uploads/2015/12/Argumentarium_Spekustopp_neutral_fr.pdf

Demain les villes

<http://www.demain-lefilm.com/>

http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/02/03/demain-un-phenomene-de-societe_4858559_3244.html

<https://www.rts.ch/audio/la-1ere/programmes/tout-un-monde/7420455-economie-et-finance-s-intressent-enfin-a-la-geopolitique-et-la-geostrategie-25-01-2016.html>

<http://www.crisisgroup.org/fr.aspx>

<http://www.24heures.ch/signatures/reflexions/demain-espoir-exigence/story/31167033>

<http://climatesummitlocalleaders.paris/fr/>

Avenir Suisse et la croissance

<http://www.avenir-suisse.ch/fr/54145/croissance-pourquoi-combien-et-comment/>

<http://www.lespetitsmatins.fr/collections/adieu-a-la-croissance-bien-vivre-dans-un-monde-solidaire/>

<http://www.somedia-buchverlag.ch/gesamtverzeichnis/schluss-mit-dem-wachstumswahn/>

<http://www.mouvementpourundevveloppementhumain.fr/nos-fondements-theoriques/en-finir-avec-le-chomage-un-choix-de-societe/la-croissance-du-pib-peut-elle-supprimer-le-chomage/la-croissance--u-pib-contribue-t-elle-au-bien-etre/>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_sant%C3%A9_sociale

Combattre le djihadisme avec les musulmans

https://www.fedpol.admin.ch/fedpol/fr/home/aktuell/news/2015/ref_2015-12-183.html

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2015/6597.pdf>

<http://www.domainepublic.ch/articles/28643>

<http://www.prison.ch/fr/csfp/formation-continue/programme-2016>

http://www.pnr58.ch/files/downloads/NFP58_Themenheft02_FR.pdf

<http://www.domainepublic.ch/articles/16619>

<http://www.tdg.ch/geneve/actu-genevoise/A-la-grande-mosquee-des-jeunes-se-preparent-au-djihad/story/29300981>

<http://www.24heures.ch/suisse/Une-mosquee-zurichoise-accusee-d-abriter-un-foyer-de-djihadistes/story/31824361>

http://www.swissinfo.ch/fre/strat%C3%A9gie-anti-djihad_comment-%C3%A9viter-la-radicalisation-des-jeunes-de-suisse/41784464

http://www.ekr.admin.ch/pdf/staat_religion_gesamt_def-f30ef.pdf

<http://www.domainepublic.ch/articles/27115>

<http://www.vd.ch/themes/vie-privee/religions/>

http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/direct/workspace/SpacesStore/8b7eba5a-9590-4d69-adbd-2099f701a6af/500061_Reglement%20LRCR%20pdf_20141117_1165895.pdf

<http://www.24heures.ch/vaud-regions/associations-musulmanes-hesitent-tempo-reconnaissance/story/25054039>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20132788/index.html#a3>

https://www.ge.ch/conseil_etat/2013-2018/ppresse/doc/20151104-annexe1.pdf

Agressions du Nouvel An: et si on sortait de la pensée binaire?

http://www.belfond.fr/site/foulards_et_hymens_&100&9782714460172.html

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19370083/index.html#a189>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19370083/index.html#a190>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19370083/index.html#a198>

La mode a toute sa place dans l'Histoire

<http://www.svha-vaud.ch/Sommaire-2015.92.0.html>